

Du rapport hommes-femmes au centre de la Haute-Ville de Québec

Anne-Marie Séguin and Paul Villeneuve

Volume 31, Number 83, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021875ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021875ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Séguin, A.-M. & Villeneuve, P. (1987). Du rapport hommes-femmes au centre de la Haute-Ville de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 31(83), 189–204. <https://doi.org/10.7202/021875ar>

Article abstract

Recent transformations in gender relations strongly question the territorial organisation of urban society. Inner city neighbourhoods occupy a specific place in the remodeling of the relations between the sphere of private life and the sphere of nondomestic work. Intensive urban struggles have taken place in these neighbourhoods over the last years, notably because of their centrality. They appear both as key territories for the emerging women's social movement and as spaces from which they are in constant danger of being evicted. These themes are illustrated with reference to Saint-Jean-Baptiste and Vieux-Québec, the two neighbourhoods at the centre of Upper Québec City.

DU RAPPORT HOMMES-FEMMES AU CENTRE DE LA HAUTE-VILLE DE QUÉBEC

par

Anne-Marie SÉGUIN et Paul VILLENEUVE

*Département de géographie
Université Laval, Québec, G1K 7P4*

RÉSUMÉ

Les transformations actuelles des rapports entre femmes et hommes mettent en cause l'organisation territoriale de la société urbaine. Les quartiers centraux des villes semblent occuper une place particulière dans le remodelage des liens entre la sphère privée et celle du travail hors foyer. Lieux de luttes urbaines intenses au cours des dernières années, ces quartiers, notamment en raison de leur centralité, se présentent à la fois comme principal territoire d'émergence du mouvement social des femmes et comme espace duquel elles sont constamment menacées d'éviction. Ces thèmes sont illustrés à l'aide d'un ensemble d'observations sur les mutations sociales récentes du quartier Saint-Jean-Baptiste et du Vieux-Québec, les deux quartiers qui composent le centre de la Haute-Ville de Québec.

MOTS-CLÉS: Femmes, sphère privée, travail, ménages, familles, luttes urbaines, Haute-Ville de Québec.

ABSTRACT

Gender Relations in the Centre of Upper Québec City

Recent transformations in gender relations strongly question the territorial organisation of urban society. Inner city neighbourhoods occupy a specific place in the remodeling of the relations between the sphere of private life and the sphere of nondomestic work. Intensive urban struggles have taken place in these neighbourhoods over the last years, notably because of their centrality. They appear both as key territories for the emerging women's social movement and as spaces from which they are in constant danger of being evicted. These themes are illustrated with reference to Saint-Jean-Baptiste and Vieux-Québec, the two neighbourhoods at the centre of Upper Québec City.

KEY WORDS: Women, private sphere, work, households, families, urban struggles, Upper Québec City.

*
* *
*

Assurément, les transformations actuelles des rapports entre femmes et hommes questionnent la géographie. Elles le font de façon fondamentale car ces transformations

mettent en cause les genres de vie, les rapports au milieu immédiat et l'organisation territoriale des sociétés, tous domaines d'étude que réclame la discipline géographique¹. Plus qu'une géographie des femmes, c'est une géographie des rapports entre femmes et hommes qui est à faire.

Après avoir évoqué la perspective générale dans laquelle cette entreprise est abordée, nous tentons d'illustrer et d'interpréter certains aspects des transformations dans les rapports hommes-femmes qui mettent en cause directement l'organisation de la vie sociale en milieu urbain. Nous mettons l'accent sur les liens entre les mutations dans la sphère de la vie privée et celles dans la sphère du travail hors foyer. Nous suggérons que ces deux types de mutations affectent tout particulièrement les quartiers centraux des villes. Nous illustrons nos propos à l'aide d'observations sur les transformations sociales ayant pris place dans le centre de la Haute-Ville de Québec. Ces transformations forment le contexte d'émergence des luttes urbaines et du mouvement des femmes tels qu'ils s'actualisent dans ce lieu.

TERRITORIALITÉ ET RAPPORTS HOMMES-FEMMES

Le développement des idées autour de la notion de territorialité suggère l'importance du cadre de vie quotidien dans la constitution des rapports sociaux. Le cadre de vie se poserait comme terrain de médiation entre les groupes sociaux, ici, entre femmes et hommes. En d'autres termes, et pour paraphraser Lefebvre, nous avançons l'idée générale voulant que les rapports sociaux du patriarcat se maintiennent par et dans l'espace, et que toute modification de ces derniers implique des changements d'ordre spatial dans le cadre de vie². Ainsi, les transformations sociales qui atteignent la sphère dite privée³ sont susceptibles d'engendrer des modifications du cadre bâti qui, à leur tour, peuvent modifier les conditions de la production économique. Ce serait donc une erreur d'analyser la sphère privée comme un isolat. Pour saisir les mutations qui s'y opèrent, il nous faut l'appréhender dans l'ensemble des rapports sociaux, et plus particulièrement en relation avec la sphère de l'économie monétarisée. On peut en effet considérer le capitalisme et le patriarcat comme deux entités relativement autonomes mais mutuellement dépendantes, comme deux systèmes qui se supportent l'un l'autre tout en opérant de façon différente. À des moments précis, ils peuvent entrer en contradiction⁴. Les changements opérant dans un système érodent alors les bases hiérarchiques de l'autre système (Eisenstein, 1982). C'est pourquoi l'analyse des conditions d'émergence des luttes ne peut faire l'économie de la description des transformations structurelles conjointes qui caractérisent la sphère familiale et celle de l'emploi.

En première approximation, des grandes catégories de cadre de vie peuvent être évoquées : la campagne, la ville, la banlieue, par exemple. Mais, même dans les pays industriels avancés où l'homogénéisation est la règle, chacune de ces catégories renferme d'innombrables cas de figure. La perspective idiographique dirait que chaque lieu est unique. Nous préférons dire que chaque lieu est singulier dans la mesure où sa configuration résulte de la combinaison spécifique d'éléments communs à plusieurs lieux. Quels sont ces éléments communs qui, au centre de la Haute-Ville de Québec, se combinent pour singulariser ce lieu⁵ ?

Ce qui frappe au premier abord, lorsqu'on examine les transformations sociales récentes du Vieux-Québec et du quartier Saint-Jean-Baptiste, c'est la place grandissante qu'y tiennent les femmes, non pas au plan numérique mais en tant que

force sociale en émergence. Tout se passe comme si, graduellement, dans l'étude du rapport des femmes à l'espace, le terme dominant se déplaçait de l'espace vers les femmes. Il y a quelques années, il aurait été approprié de tenter de caractériser le rôle des femmes dans les luttes urbaines, alors que maintenant il est plus indiqué de s'interroger sur la place de l'urbain dans la lutte des femmes. Ce glissement subtil de point de vue accompagnerait une série de transformations sociales réelles dans la sphère du travail et dans la sphère domestique, ainsi que dans les rapports entre ces deux sphères. Ces transformations semblent plus accentuées, ou tout au moins plus visibles, dans les quartiers centraux des villes. Pourquoi ?

MODIFICATIONS DANS LA SPHÈRE DOMESTIQUE

Dans le capitalisme avancé, la sphère domestique subit des changements à deux niveaux. D'une part, le modèle de la famille nucléaire connaît certaines mutations. D'autre part, une proportion assez importante d'unités domestiques (ménages) ne repose plus sur la structure familiale.

Le principal changement dans la famille nucléaire réside dans la non-pérennité du mariage. En effet, on observe une propension à divorcer accrue. Ainsi, au Canada, entre 1969 et 1979, le nombre de mariages d'une durée de moins de 5 ans est passé de 13% à 24%, alors que près du tiers duraient moins de 10 ans (McKie *et al*, cité dans Vandelac *et al*, 1985, p. 31). Les unions de fait deviennent de plus en plus courantes. La « conjugalité » est davantage vécue comme une situation temporaire, non définitive et renégociable (Lamoureux et Morf, 1983, p. 78). Laurin-Frenette (1980, p. 176) emploie le terme de « monogamie sérielle » pour caractériser ce phénomène. Cette non-pérennité du mariage entraîne certaines conséquences. Plusieurs familles composées de deux conjoints sont maintenant constituées autour d'un seul parent biologique. Cette famille « post moderne » — qu'il est impossible d'isoler dans le recensement canadien — pose pourtant certaines questions relatives au rapport hommes-femmes. Par exemple, les deux partenaires contribuent-ils également aux dépenses de ce type de famille et participent-ils au travail domestique dans les mêmes proportions que chez les familles formées par les deux parents biologiques ?

Dans la région urbaine de Québec, la sphère domestique repose encore assez largement sur le modèle familial, quoique ce celui-ci prenne de plus en plus les formes de la « monoparentalité » et de la famille « post moderne ». Dans l'ensemble des ménages, la proportion de ménages familiaux est passée de 83% à 74% entre 1971 et 1981⁶. Quant aux familles avec enfants, alors qu'elles comptaient pour près des trois quarts des ménages en 1971, elles ne représentaient, en 1981, qu'un peu plus de la moitié d'entre eux (tableau 1). Sommes-nous en présence d'une « nouvelle conjugalité » qui émergerait comme valeur en soi, hors de la centralité de l'enfant (Lamoureux et Morf, 1983, p. 78) ? En 1981, dans l'agglomération québécoise, près de la moitié des ménages sont constitués, soit de couples (mariés ou non) sans enfants (21%), soit de personnes vivant seules (20%) ou avec d'autres individus non apparentés (5%). Plus du quart des unités domestiques échappent ainsi au modèle familial même pris au sens large (incluant les couples sans enfants). Qui regroupent-elles ? Des célibataires, des divorcé(e)s, des séparé(e)s, des veufs et veuves (personnes âgées surtout).

Chez les femmes, les personnes qui vivent seules se retrouvent surtout dans deux catégories : les personnes âgées (plus de 33% au Québec) et celles qui ont entre 25 et

35 ans (17%). Enfin, soulignons un phénomène prenant place dans la sphère privée mais difficilement quantifiable, l'homosexualité. Celle-ci contribue également à l'émergence de nouvelles formes d'unités domestiques.

Ces transformations dans la sphère domestique ont des répercussions spatiales en milieu urbain. La division ville-banlieue entre ménages non familiaux et ménages familiaux semble s'accroître, les vieux quartiers centraux ayant à cet égard un comportement extrême. Ainsi, au centre de la Haute-Ville de Québec, la proportion de ménages familiaux chutait du quart entre 1971 et 1981, et celle des ménages familiaux avec enfants de près de la moitié, alors que la proportion déjà élevée de ménages non familiaux continuait à augmenter (tableau 1).

Tableau 1
Types de ménages

	1971	1981
Région métropolitaine de recensement de Québec		
ménages familiaux	82,4 %	74,6 %
couples avec enfants	53,4	44,2
couples sans enfant	19,9	20,7
familles monoparentales matricentriques	7,3	8,3
familles monoparentales patricentriques	1,8	1,4
ménages non familiaux	17,6	25,4
personnes seules	11,7	20,3
plus d'une personne	5,9	5,1
Centre de la Haute-Ville de Québec		
ménages familiaux	45,7	31,4
couples avec enfants	19,1	8,5
couples sans enfant	16,6	17,3
familles monoparentales matricentriques	8,2	4,5
familles monoparentales patricentriques	1,8	1,1
ménages non familiaux	54,3	68,6
personnes seules	41,5	57,5
plus d'une personne	12,8	11,1

Cette atomisation des ménages dans les quartiers centraux n'est pas un phénomène nouveau, même si son accentuation surprend. Par analogie, elle peut être analysée dans des termes similaires à ceux employés par Scott (1985)⁷ pour rendre compte de la désintégration verticale des entreprises dans certains secteurs de l'économie. Ainsi, de la famille étendue au ménage non familial en passant par la famille nucléaire, il existe un processus de désintégration montrant sans doute quelque spatialité propre, beaucoup plus complexe que la correspondance une à une entre une catégorie de famille et une catégorie de milieu de vie. Un survol de la sphère de l'emploi peut offrir un certain éclairage sur ce phénomène.

TRANSFORMATIONS DANS LA SPHÈRE DE L'EMPLOI

Trois processus interreliés caractérisent les transformations économiques des régions métropolitaines dans les pays capitalistes avancés. Depuis une vingtaine d'années, on assiste à une tertiarisation de leur économie, à une féminisation de leur force de travail et à une polarisation de leur structure occupationnelle (Rose et Villeneuve, 1987). Les formes spécifiques prises par ces processus et les rapports qu'ils entretiennent entre eux varient beaucoup d'une région métropolitaine à l'autre. Dans l'agglomération de Québec, le taux de participation des femmes à la main-d'œuvre est passé de 36,3% à 49,7% entre 1971 et 1981. Phénomène nouveau, les femmes mariées qui ont de jeunes enfants ne se retirent pratiquement plus de la force de travail. Cette féminisation de l'emploi entretient des rapports complexes avec les transformations dans la sphère privée. D'une part, elle s'est accélérée en fonction de la diffusion de moyens contraceptifs plus sûrs (Dandurand, 1985), mais dans un contexte de lenteur à élargir la formule du congé de maternité et de paternité ainsi qu'à fournir des services de garderie adéquats. D'autre part, elle a permis une certaine autonomisation de la femme par rapport à son conjoint⁸. Sans emploi, ne pouvant assurer seule sa survie et celle de ses enfants, la femme pouvait difficilement vivre en dehors des cadres du mariage et de la dépendance envers un mari.

La féminisation de l'emploi est liée à la tertiarisation des économies urbaines et à la polarisation de leurs structures occupationnelles. Traditionnellement, les femmes ont été confinées massivement dans certains secteurs de l'économie, tout particulièrement au sein de certaines branches du tertiaire. Or, c'est précisément dans ces branches que leur accès croissant au marché du travail s'est produit pendant les dernières années. Ainsi, les secteurs déjà les plus féminisés en 1971 dans la région urbaine de Québec sont ceux où la proportion d'emplois occupés par des femmes s'est encore accrue en 1981 : de 46% à 59% pour le secteur financier ; de 53% à 54% pour celui de la gamme des services personnels, d'éducation, de santé, socio-culturels et aux entreprises ; et de 28% à 38% dans l'administration publique et la défense.

Comme la tertiarisation, la polarisation des structures occupationnelles met directement en cause la division sexuelle du travail rémunéré. Ce terme de polarisation décrit une tendance à une croissance plus rapide de l'emploi aux deux extrémités de la hiérarchie occupationnelle et même, dans certains cas, à une diminution des effectifs dans les catégories intermédiaires. Cette tendance serait plus prononcée dans le tertiaire privé que dans le tertiaire public⁹ en raison, présumément, du caractère moins précaire de l'emploi dans le secteur public, du moins jusqu'en 1981. Dans tous les secteurs de l'économie urbaine — production, distribution, échange, services, administration publique — les hommes se situent à des niveaux d'occupation en général beaucoup plus élevés que ceux des femmes, même si celles-ci ont amélioré leur position, surtout dans les secteurs public et parapublic. Ceci fait en sorte que dans la structure occupationnelle polarisée typique, les hommes sont surreprésentés aux échelons supérieurs, chez les cadres et les professionnels, alors que les femmes le sont aux échelons inférieurs chez les employés non qualifiés.

Cette polarisation met également en cause la division intersectorielle du travail, certains secteurs, comme ceux de la santé, de l'éducation et des services sociaux, étant composés d'une forte proportion de professionnels, alors que d'autres, comme les services socio-culturels et personnels, comportent une forte proportion d'employés non spécialisés. La division intersectorielle se combinant à la division sexuelle du travail, il s'ensuit que les professionnelles sont relativement plus nombreuses dans les premiers et que les employées non spécialisées le sont dans les seconds.

Ces remarques servent à introduire un certain nombre de questions spécifiques au sujet des transformations de l'emploi au centre de la Haute-Ville de Québec. Ce lieu renferme une forte concentration d'emplois dans le secteur de l'administration publique, et cette concentration a crû considérablement pendant les années soixante-dix. En fait, elle a presque doublé (tableau 2).

Tableau 2
Les deux principales branches d'emploi
au centre de la Haute-Ville de Québec

	<i>Effectifs</i>		<i>Taux de féminité</i>	
	1971	1981	1971	1981
Administration publique	6 500	11 000	35 %	42 %
Services socio-culturels et personnels	3 000	5 000	50 %	46 %

La deuxième branche d'emploi au centre de la Haute-Ville est constituée par les services socio-culturels et personnels. Cette branche a aussi connu une forte augmentation entre 1971 et 1981. C'est toutefois l'évolution du taux de féminité dans ces branches qui retient davantage l'attention. Alors que ce taux augmente dans l'administration publique, il diminue dans les services socio-culturels et personnels. Ainsi, la part de l'emploi féminin est plus élevée dans les services socio-culturels et personnels que dans l'administration publique, mais elle augmente ici alors qu'elle diminue là¹⁰.

Dans une large mesure, l'évolution conjointe de ces deux secteurs illustre les rapports entre la tertiarisation, la féminisation et la polarisation de l'emploi au centre-ville. Une bonne partie de l'activité du secteur des services socio-culturels et personnels est générée par la présence des employés de l'administration publique, l'exemple le plus visible étant l'achalandage des restaurants le midi. Une sorte d'économie duale se constitue au sein de laquelle les employés de l'État, dont les salaires sont plus élevés et les emplois plus stables, maintiennent en partie des services aussi utilisés par les touristes. En d'autres termes, l'administration publique requiert au moins deux types d'emplois de soutien : les emplois internes composés du personnel de secrétariat et les emplois externes qui fournissent des services, par le biais des circuits marchands, de reproduction de la force de travail professionnelle. Qui parmi les employés de soutien et les professionnels auront accès au centre comme lieu de résidence, et quel rôle tiennent les femmes dans ces transformations économiques ?

Il faut d'abord indiquer que cette économie duale ne porte pas uniquement sur l'emploi. Elle s'étend également aux activités liées au marché du logement dans la mesure où les professionnels du tertiaire forment le principal groupe social se livrant à la « gentrification »¹¹. Elle porte donc aussi sur le centre de la Haute-Ville comme lieu de résidence, même si la fonction résidentielle y a perdu beaucoup de terrain depuis 20 ans¹². Ceci étant, la proportion des travailleuses et travailleuses dont le lieu d'emploi est au centre de la Haute-Ville, et qui y habitent également, a globalement diminué entre 1971 et 1981. Cette diminution fut plus marquée pour les femmes que pour les hommes, ce qui constitue un premier indice d'éviction relative plus forte des femmes (tableau 3).

Tableau 3

**Le centre de la Haute-Ville de Québec
comme lieu de résidence et d'emploi**

	Hommes		Femmes	
	1971	1981	1971	1981
Pourcentage de personnes y habitant parmi celles y travaillant	14,9	10,2	26,0	11,7
Pourcentage de personnes y travaillant parmi celles y habitant	37,1	45,3	54,1	49,8

De plus, parmi ceux et celles qui habitent le quartier, une proportion importante y travaille également. Elle est croissante chez les hommes et légèrement décroissante mais élevée chez les femmes, ce qui apparaît comme deuxième indice d'éviction relative des femmes (tableau 3). Malgré la forte diminution de la population résidant au centre de la Haute-Ville de Québec, les effectifs employés dans l'administration publique qui y travaillent et y résident ont augmenté entre 1971 et 1981, et cela de façon plus considérable chez les hommes que chez les femmes (tableau 4). Par ailleurs, les effectifs, plus nombreux, des services socio-culturels et personnels se maintenaient à environ 480 chez les hommes et diminuaient de façon marquée chez les femmes. Il s'agirait là d'un troisième indice d'éviction des femmes mais cette fois, sur la base de l'appartenance sexuelle.

Or, le secteur des services socio-culturels et personnels est composé d'une très forte proportion d'employés non spécialisés : 60% chez les femmes et 40% environ chez les hommes en 1981 ; tandis que le secteur de l'administration publique comporte une proportion appréciable de professionnels : 25% chez les hommes et 20% chez les femmes en 1981. Ceci nous amène maintenant à considérer la main-d'œuvre du centre non plus en termes de branches d'activité mais plutôt en termes de catégories d'occupation.

À cet égard, il convient de dégager quel est le rapport existant entre le lieu de résidence et le lieu de travail de ces deux catégories d'occupation et d'en examiner la transformation entre 1971 et 1981 ? Limitons-nous à noter que le nombre de femmes

Tableau 4

**Main-d'œuvre travaillant et résidant au centre de la Haute-Ville
dans les deux principales branches d'emploi de cette zone**

	Effectifs *			
	Hommes		Femmes	
	1971	1981	1971	1981
Administration publique	330	440	360	410
Services socio-culturels et personnels	480	480	700	450

* Ces chiffres sont arrondis et, selon Statistique Canada, leur marge d'erreur est assez forte en raison de leur magnitude relativement faible.

professionnelles (toutes branches) qui résident et travaillent au centre de la Haute-Ville augmente considérablement pendant que chez les hommes, on note une légère diminution. Chez les employés non spécialisés (toutes branches), les mêmes indicateurs semblent évoluer en sens inverse: les effectifs masculins augmentent légèrement et les effectifs féminins chutent de façon marquée (tableau 5). Quelle est la signification de ces chiffres? Ils semblent suggérer que les femmes professionnelles et les hommes occupant un emploi non spécialisé montrent une propension, plus forte que celle des autres catégories d'occupation, à faire du centre de la Haute-Ville un territoire du vécu quotidien. En première approximation, on peut vouloir lire dans ceci une sorte de glissement des rôles sociaux et des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, la cité patriarcale et patrimoniale faisant une place à certaines catégories de femmes. L'évolution du revenu moyen d'emploi des catégories d'occupation concernées alimente cette possible interprétation (tableau 6).

Le revenu moyen d'emploi des femmes augmente de quelque 40% tandis que celui des hommes diminue de 6% chez les professionnels et d'un peu moins de 1% chez les employés non spécialisés¹³. Il faut toutefois noter que le revenu des hommes est encore, en 1980, supérieur à celui des femmes. Il faut aussi voir que les femmes professionnelles qui habitent le quartier, qu'elles y travaillent ou non, sont encore peu nombreuses même si leur nombre passe de 350 à plus de 600 entre ces deux dates. Il faut enfin voir que plusieurs d'entre elles se trouvent en situation de « monoparentalité », le taux chez les professionnels (hommes et femmes) étant passé de 3,6% en 1971 (le plus bas de toutes les catégories d'emploi) à 12,7% en 1981 (le plus haut de toutes les catégories d'emploi)¹⁴. Tout se passe comme si au mouvement d'éviction du centre de

Tableau 5

**Main-d'œuvre travaillant et résidant au centre de la Haute-Ville
dans deux catégories opposées d'occupation**

	Effectifs *			
	Hommes		Femmes	
	1971	1981	1971	1981
Professionnels	375	340	165	270
Employés non spécialisés	450	480	750	520

* Ces chiffres sont arrondis et, selon Statistique Canada, leur marge d'erreur est assez forte en raison de leur magnitude relativement faible.

Tableau 6

**Revenu moyen d'emploi de deux catégories d'occupation
résidant au centre de la Haute-Ville ***

	Hommes		Femmes	
	1970	1980	1970	1980
Professionnels	21 142	19 873	11 178	16 108
Employés non spécialisés	9 249	9 182	5 469	7 747

* dollars constants de 1980.

l'ensemble des femmes se superposait une implantation des professionnelles, dont on peut par ailleurs supposer qu'une fraction d'entre elles est assez largement impliquée dans le mouvement social des femmes.

UNE CONSÉQUENCE DES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES : LE REPLI AU CENTRE

Les transformations conjointes dans la sphère domestique et dans celle de l'emploi qui viennent d'être évoquées, favoriseraient un repli résidentiel vers le centre d'une certaine fraction des personnes affectées par ces mutations. Trois raisons peuvent être mentionnées à l'appui de cette hypothèse.

La première concerne le logement. La maison unifamiliale de banlieue nécessite de plus en plus l'apport de deux salaires¹⁵. Après un divorce, étant donné que les femmes conservent dans 85 % des cas la garde des enfants (Dulude, cité dans Vandelac *et al*, 1985, p. 31), et que leur revenu d'emploi se situe encore à environ 60 % de celui des hommes, elles ne peuvent se payer le luxe de la maison de banlieue assortie de la voiture obligatoire.

La seconde raison a trait à la reproduction de la force de travail actuelle et future. On assiste de plus en plus à l'éclatement de l'espace de reproduction, à une sorte de redéploiement spatial de la sphère reproductive. Dans le passé, ces activités se déroulaient essentiellement dans le cadre physique du foyer. Maintenant, toute une gamme de fonctions liées à la reproduction de la force de travail passe par les circuits marchand ou étatique. La localisation du foyer par rapport aux autres lieux de la reproduction prend alors une signification importante. Elle est déterminante pour les budgets-temps. Pour la femme, ou l'homme, qui vit sans conjoint et doit assumer seule l'ensemble des tâches reproductives, une localisation centrale est précieuse. Elle permet, en regard du travail domestique non rémunéré, de réaliser des « économies d'agglomération ».

La troisième raison est d'ordre culturel. La banlieue se présente comme un milieu familial homogène où le contrôle social est fort. Ce type de milieu ne permet pas ou peu l'intégration des personnes séparées, divorcées, ou encore homosexuelles. Celles-ci y trouvent peu de lieux de sociabilité qui leur conviennent, alors que dans certains quartiers centraux, un type de réseaux existe qui fait « davantage place aux individus, qui ne sont pas automatiquement considérés comme des moitiés de couple, et aux familles monoparentales » (Fortin, 1986, p. 161).

Au plan de l'acquisition d'une résidence, le centre, longtemps délaissé, redevient objet de convoitise. Les raisons qui expliquent ce phénomène sont nombreuses. On sait que les couples acquièrent souvent leur première maison autour de la trentaine. Or, l'évolution démographique de Québec est telle que 19 % de la population ont entre 25 et 34 ans. Cette génération compte beaucoup de personnes qui n'ont pas d'emplois stables. L'acquisition, seul ou à plusieurs, d'une maison multifamiliale (2 ou 3 logements) au centre permet : 1) de devenir propriétaire d'un logement à un coût moindre que celui de la maison unifamiliale, une partie appréciable de l'hypothèque étant souvent payée par les loyers ; 2) de pratiquer soi-même le recyclage et le bricolage, lors des périodes de chômage par exemple, ce qui devient une sorte de revenu indirect¹⁶.

Pour les personnes divorcées qui appartiennent aux catégories professionnelles supérieures, l'achat d'une maison au centre est fréquent. Elle permet une bonne

accessibilité qu'exige la garde partagée ou la garde de fin de semaine des enfants. Par ailleurs, dans l'optique d'une « monogamie séquentielle », l'achat d'une maison étant prévu pour une période assez longue, une localisation centrale accommodera les partenaires à venir. Quant aux nouvelles formes de propriété, on peut se demander dans quelle mesure elles doivent leur émergence aux modifications s'opérant dans la sphère privée. La copropriété indivise, celle qu'on acquiert avec des amis, ne doit-elle pas être au centre pour convenir à l'ensemble des personnes impliquées (personnes aux études, en emploi, responsables du travail domestique) ? Quant aux ménages non familiaux formés d'une seule personne, le centre propose davantage de petits logements et de lieux de sociabilité appropriés, alors que lorsque ce type de ménage se compose de plusieurs personnes, le centre est l'endroit qui peut le plus facilement répondre aux besoins d'accessibilité de chacun. On note d'ailleurs une certaine propension chez les familles nucléaires, qui s'étaient localisées en lointaine banlieue, à se rapprocher du centre lorsque les enfants atteignent l'âge de la sociabilité hors foyer.

Par ailleurs, le repli vers le centre serait un atout pour certaines catégories sociales moins fortunées. Ainsi en est-il d'abord des « chômeurs instruits ». Pris dans un cycle emploi-chômage, la localisation au centre leur assure un maintien plus facile de liens informels essentiels à l'embauche. La concentration d'étudiants et de jeunes professionnels constitue un milieu d'effervescence des idées. En 1981, le centre de la Haute-Ville comptait 2 120 diplômés universitaires, soit 17% de la population totale. Ceci permet aux personnes vivant en dehors des milieux universitaires et d'emploi de maintenir un niveau d'information, de ne pas être marginalisées par leur exclusion des lieux de production des idées. Quant aux homosexuels, la localisation des lieux de sociabilité dans le centre de la Haute-Ville devient un facteur attractif important. De plus, leur concentration en un secteur précis du quartier a pour conséquence de limiter le contrôle social, la loi du nombre jouant en leur faveur. Enfin, la catégorie des travailleurs et travailleuses des services culturels et personnels tire des avantages certains d'un repli au centre en raison des horaires de travail qui caractérisent ce type d'emploi. Qu'ils travaillent dans les restaurants, les bars, les théâtres et les autres lieux de spectacle, ces employés terminent souvent leur journée à une heure avancée de la nuit. Faiblement rémunérés, ils sont le plus souvent captifs des transports en commun. Or à Québec, ceux-ci cessent leur service vers minuit et leur fréquence est réduite en soirée et en fin de semaine.

Le repli au centre apparaît donc avantageux pour une gamme assez diversifiée de groupes sociaux. Or, il arrive que ces groupes n'ont pas tous le même pouvoir économique, de telle sorte qu'un processus de concurrence s'installe entre eux. Les plus « faibles » sont constamment menacés d'éviction vers la Basse-Ville et le sud du quartier Limoilou, secteurs qui, quoique géographiquement centraux, offrent dans une proportion moindre certaines des qualités recherchées dans la centralité (milieu d'emploi, d'interactions culturelle et informationnelle). Ce processus de « bumping » s'est déjà en partie produit du Vieux-Québec vers Saint-Jean-Baptiste, le quartier intra-muros ayant été le premier à connaître la « gentrification ».

En général, les femmes sans emploi ou occupant un emploi instable, surtout si elles ont la charge de familles monoparentales, seraient les plus menacées. Entre 1971 et 1981, on observe une diminution du nombre et de la proportion des familles avec ou sans enfants dans le centre de la Haute-Ville, la proportion de familles monoparentales y étant plus faible que dans le centre de la Basse-Ville (Morency, 1986). Par ailleurs, le ratio hommes/femmes y passe de 78/100 en 1971 à 86/100 en 1981. Ce ratio global est toutefois attribuable à la forte incidence de personnes âgées dans le centre de la Haute-Ville. Il n'y a en effet que 46 hommes pour 100 femmes chez les 65 ans et plus.

Par contre, chez les adultes de 20 à 45 ans, le ratio passe de 90/100 en 1971 à 112/100 en 1981. Il y a là un indice d'une certaine « masculinisation » du centre de la Haute-Ville, qui se produirait simultanément à une forte polarisation de la structure occupationnelle de la main-d'œuvre résidente, ces mutations formant, en quelque sorte, le contexte d'émergence local du mouvement social des femmes.

DES FEMMES ET DES LUTTES

Dans les années soixante-dix, les femmes participaient aux luttes urbaines plus en tant que militantes urbaines que comme femmes. Elles le faisaient, au centre de la Haute-Ville, par le biais des trois principaux comités de citoyens : le Comité de citoyens du Vieux-Québec, le Mouvement Saint-Gabriel et le Groupe du Faubourg. De façon générale, ces groupes défendaient les intérêts des personnes résidant dans le quartier. Leur pratique politique fut d'abord défensive et dénonciatrice. On dénonçait la « disneylandisation » du Vieux-Québec, la percée de l'autoroute Dufferin, la destruction de logements en bon état pour l'élargissement de la rue Saint-Gabriel dont la fonction aurait été de drainer le flot de fonctionnaires venus travailler sur la Colline parlementaire. On s'opposait à la construction d'une tour de H.L.M. de 12 étages afin d'éviter les effets d'entraînement destructeurs du vieux bâti résidentiel. On se portait à la défense des sites et bâtiments patrimoniaux. Enfin, on revendiquait des parcs, le maintien dans leurs locaux d'une école, d'une garderie coopérative. Émanant plus ou moins directement de ces groupes, d'autres organisations de services se constituèrent et mirent sur pied des projets coopératifs : comptoirs alimentaires, coopératives de logement.

Quel rapport les femmes ont-elles entretenu avec ces groupes ? Un rapport complexe qui est à l'image du mouvement féministe. D'une part, les femmes étaient présentes dans les luttes de quartier non d'abord en tant que femmes. Le discours politique tenu lors des luttes¹⁷ ne développait pas une perspective féministe ou socialiste féministe, dans ce sens que nulle part n'apparaissait d'analyse des relations sociales qui s'instaurent dans le travail reproductif¹⁸, ou encore des dimensions spatiales du rapport hommes-femmes. Le discours des luttes posait les problèmes en termes essentiellement économiques. Selon les groupes, on se référait à la défense de la petite propriété résidentielle (Doré et Plamondon, 1981), ou encore à des actions défensives pour l'amélioration des conditions économiques de la classe populaire¹⁹. Pourquoi les femmes se sont-elles impliquées ? La première réponse réside dans le fait qu'elles subissent une double oppression en tant que classe et en tant que femmes. Au premier titre, ces luttes défendent leurs intérêts car elles sont pauvres : en 1971, le revenu moyen d'emploi des femmes au centre de la Haute-Ville ne représente que 56 % de celui des hommes. De plus, la dynamique de « gentrification » (Pluram, 1985) qui commence à opérer dans le quartier les menace, de même que la possibilité d'autres interventions massives du capital immobilier²⁰. Par ailleurs, elles s'impliqueront également beaucoup dans les luttes reliées à l'amélioration des conditions spatiales d'exercice du travail reproductif. Par exemple, elles seront très actives (et notamment les « mères de famille ») dans la lutte pour l'aménagement du parc Scott dans le quartier Saint-Jean-Baptiste. Dans la plupart des luttes, les femmes revendiqueront avant tout des changements, ici et maintenant, dans leurs conditions d'existence, à l'instar de l'ensemble des pratiques du mouvement féministe (Duguay et de Sève, 1984). En cela, leur pratique politique diffère souvent de celle des hommes qui militent dans les groupes populaires. Il y a entente sur l'enjeu, c'est-à-dire sur ce qu'il faut défendre ou

promouvoir, mais l'analyse de la portée des luttes est différente. Pour plusieurs hommes, les victoires sont davantage vues comme des progrès politiques dans la lutte des classes, alors que pour la majorité des femmes, elles sont vues comme gains importants au plan de la vie quotidienne.

Toutefois, certaines luttes féminines s'autonomiseront, celles qui s'attaquent à l'oppression vécue par les femmes sur la base de leur sexe. La première lutte vise la mise sur pied de coopératives de logement pour familles monoparentales. Alors que le centre devient intéressant (Wekerle, 1984), alors qu'un ensemble de processus se mettent à l'œuvre pour que la fonction résidentielle y ait vraiment sa place, les femmes et surtout les familles monoparentales s'en trouvent délogées. La récupération en coopératives de logement du couvent du Bon-Pasteur, en plein centre de la Colline parlementaire, est arrachée de haute lutte. Deux des sept premières coopératives, soit en tout plus de soixante logements, sont destinées à des familles surtout monoparentales (Bouchard, 1984). Ce type de logement présente de grands avantages pour les femmes : contrôle collectif de l'espace de travail domestique (équipement, design architectural, « multifonctionnalité » des lieux, etc.) ; possibilité de réseaux d'entraide favorisés par la proximité et de relations affectives autres que la « conjugalité ». La vie sociale y est généralement intense bien que l'ardeur des débuts peut se refroidir (Fortin, 1986, p. 167).

Une seconde lutte a donné lieu à une mobilisation sur une base sexuelle, celle contre le tunnel piétonnier projeté sous l'autoroute Dufferin entre le Vieux-Québec et le quartier Saint-Jean-Baptiste. Avant la lutte, l'assassinat d'une jeune comédienne et l'incendie de son logement avaient eu pour conséquence la création d'un comité féminin contre la violence. Des marches avaient eu lieu, marquant la volonté de réappropriation de la rue, espace public, et de la nuit. Ces événements poussent les femmes à revendiquer le droit à l'espace en tout temps, en tout lieu et, notamment, au centre, là où elles sont admises seules le jour pour y travailler ou vaquer à leurs occupations domestiques, alors que le soir, leur sécurité doit y être assurée par un homme (Enjeu et Savé, 1975). Leur participation dans la lutte du tunnel s'intégrera dans une revendication plus globale contre l'appropriation des femmes à travers la violence.

Certaines d'entre elles, sensibles à la double oppression des femmes comme classe et sexe, tentent alors de développer une pratique politique unitaire au sein du mouvement populaire urbain. Elles forment un « comité des femmes » à l'intérieur du parti politique municipal issu des comités de citoyens et citoyennes de quartiers, le Rassemblement populaire de Québec. Elles tentent de développer une perspective féministe socialisante qui mène, en 1985, à l'élection au conseil de ville d'une candidate de cette orientation dans Saint-Jean-Baptiste, et à la presque élection d'une autre candidate de même orientation dans le Vieux-Québec.

CONCLUSION :

LA PLACE DE L'URBAIN DANS LA LUTTE DES FEMMES

L'ensemble des observations faites ci-haut nous amène à penser que les femmes devront être vigilantes car leur droit à la ville semble peu assuré. Elles risquent de devoir payer cher leur volonté d'autonomie. En effet, si les femmes veulent échapper aux contraintes de la « conjugalité » et remettre en cause le patriarcat, ne faut-il pas qu'elles aient, en dehors de celle-là et de celui-ci, l'assurance de conditions de vie

acceptables ? Si on reconnaît le divorce, la séparation, la « monogamie séquentielle », le célibat, l'homosexualité, bref si on reconnaît aux femmes, comme aux hommes d'ailleurs, le droit de vivre en dehors du ménage familial traditionnel, faut-il tolérer que les espaces les plus propices pour l'exercice du travail reproductif, de la sociabilité et de l'entraide soient l'apanage des uns aux dépens des autres. Faut-il concéder que, parmi les femmes, seule une élite féminine, par exemple les professionnelles de carrière, ait accès à ces espaces ? Faut-il admettre également que l'intégrité corporelle des femmes soit menacée dans les espaces centraux ?

Lorsque la place des femmes sera égale à celle des hommes dans les structures économiques et politiques, auront-elles accès au centre ? Le front urbain s'avère un front essentiel pour la lutte des femmes. Sinon, leurs pertes dans ces nouvelles formes de vie privée risquent d'être grandes car elles devront, avec des salaires moindres et la charge des enfants, se retrouver dans des endroits où le travail reproductif est onéreux en termes de temps et d'énergie. Seront-elles écartées de cette nouvelle centralité qui émerge comme lieu de pouvoirs ? Ne doivent-elles pas créer un rapport de force pour changer les tendances du redéveloppement au centre des villes ?

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et le Fonds F.C.A.R. du Québec pour l'appui financier apporté à cette recherche.

NOTES

¹ Il est symptomatique qu'une nouvelle revue publiée à Québec se nomme *Marie-Géographie*. Le court texte apparaissant à l'intérieur de la page couverture de la revue évoque le choix de ce nom : « *Marie-Géographie*, pour la saveur du souvenir d'une chanson d'Anne Sylvestre : "Moi je dis que tu es belle, Marie, Marie-Géographie, belle comme un pays, comme un pays meurtri..." ». *Marie* pour femme et *Géographie* pour notre rapport au monde : universel... *Marie-Géographie* parce que nous allons tenter de refléter le pluriel mais aussi le singulier de la condition des femmes. *Marie-Géographie*... comme un territoire pour nos errances et nos conquêtes ».

² Henri Lefèbvre écrit : « ...les rapports sociaux dans le capitalisme, c'est-à-dire les rapports d'exploitation et de domination, se maintiennent par et dans l'espace entier... » (1972, p. 264). Pour nous, l'espace est un paysage construit. Dans nos sociétés, qui sont capitalistes et patriarcales, il a tendance à être construit pour répondre aux objectifs de la production matérielle et de la reproduction de la force de travail.

³ La division privé/public sert en fait ici à identifier deux des pôles majeurs de l'organisation socio-territoriale du milieu urbain : la sphère domestique centrée sur le foyer, dont on dit trop facilement qu'elle est le lieu de la reproduction sociale (voir Markusen, 1981 et Mackenzie, 1984, pour une critique de cette notion) ; et la sphère du travail hors foyer, de plus en plus séparée (à la fois aux plans spatial et idéologique) de la première dans les villes du capitalisme avancé. Cette séparation relèverait des processus de régulation sociale dans le capitalisme avancé (Laurin-Frenette, 1981 ; Zaretsky, 1976). Les transformations prenant place dans la sphère privée ne doivent-elles pas être abordées en termes sociaux et ne doit-on pas problématiser ces deux sphères conjointement ?

⁴ Nous donnons ici à la notion de contradiction le sens que lui attribue Giddens (1979, p. 131), soit une « disjonction entre des principes de structuration systémique ». Il est utile de distinguer cette notion de celle de conflit qui, toujours selon Giddens, peut être définie comme une « lutte entre acteurs sociaux exprimée au travers de pratiques sociales spécifiques ».

⁵ Pour les fins de cet article, le « centre de la Haute-Ville » désigne les deux quartiers qui occupent l'extrémité est du promontoire de Québec, soit le Vieux-Québec (le quartier intramuros) et le quartier Saint-Jean-Baptiste. Dans cette partie de la ville de Québec, les rapports

hommes-femmes semblent occuper l'avant-scène de la vie sociale, peut-être plus qu'ailleurs dans la région.

⁶ Les chiffres cités dans le texte sont toujours calculés à partir du recensement canadien, sauf indication contraire. Certains proviennent des données publiées alors que d'autres sont issus d'une commande spéciale faite auprès de Statistique Canada. Voir Villeneuve et Rose (1986) pour une description des tableaux contenus dans cette commande. Compte tenu des effectifs considérables sur lesquels sont basés les pourcentages présentés dans le reste de notre texte, toutes les différences entre ces pourcentages sont hautement significatives au plan statistique. Seuls les tableaux 4 et 5 présentent des effectifs moins grands et, pour cette raison, nous n'avons effectué aucun calcul sur ces effectifs.

⁷ Scott développe une hypothèse générale sur la relation entre le degré d'intégration verticale et le degré d'intégration horizontale des firmes : les firmes des branches fortement désintégrées verticalement seraient portées à se regrouper davantage dans l'espace, particulièrement dans les zones centrales des régions métropolitaines. Sans pousser trop loin l'analogie, on peut supposer que des processus semblables se dérouleraient dans la sphère familiale.

⁸ On ne peut parler ici que d'une très relative autonomie financière des femmes puisque encore maintenant la plupart d'entre elles doivent s'appuyer sur un salaire masculin ou vivre dans la pauvreté (Vandelac *et al*, 1985, p. 28).

⁹ C'est du moins ce que suggèrent nos analyses des changements dans la structure occupationnelle de chacun des grands secteurs économiques des régions métropolitaines de Montréal (Villeneuve et Rose, 1986) et de Québec (Villeneuve, 1986).

¹⁰ Les différences entre les pourcentages du tableau 2 sont toutes significatives au plan statistique (niveau 0,01) qu'il s'agisse des différences interbranches pour une même année ou des différences intrabranche entre 1971 et 1981. Par ailleurs, les quotients de localisation, qui expriment la sur ou sous-représentation relative d'un secteur d'activité au centre de la Haute-Ville par rapport à l'ensemble de la région métropolitaine de Québec se lisent comme suit :

	1971		1981	
	H	F	H	F
services socio-culturels et personnels.....	1,62	1,29	1,69	1,20
administration publique.....	2,21	2,06	2,37	2,34

¹¹ Nous utilisons le terme de « gentrification », même s'il fait figure de néologisme, car il évoque de façon beaucoup plus « territorialisante » le processus de reprise des vieux quartiers que le terme d'« élitisation » suggéré par l'Office de la langue française (Rose et Villeneuve, 1987).

¹² Par exemple, le ratio formé de la main-d'œuvre y résidant sur la main-d'œuvre y travaillant est passé de 7 220/16 635 = 0,43 en 1971 à 5 703/24 907 = 0,23 en 1981.

¹³ Ces chiffres portent sur les effectifs de ces catégories d'occupation qui habitent dans le Vieux-Québec et dans Saint-Jean-Baptiste mais qui n'y travaillent pas nécessairement. Ces effectifs sont assez nombreux pour que les différences entre les revenus moyens des hommes et des femmes soient très significatives au plan statistique.

¹⁴ La « monoparentalité » affecte une proportion énorme de personnes, presque toutes des femmes, hors du marché du travail. Sur les quelque 400 parents uniques au centre de la Haute-Ville de Québec en 1981, plus de 60% étaient dans ce cas.

¹⁵ Une recherche récente sur Montréal éclaire cette question. Depuis 1971, la proportion des familles à double revenu dans l'ensemble des ménages y a en effet connu une progression beaucoup plus rapide en banlieue qu'en ville. Toutefois, c'est en banlieue que l'écart de niveau occupationnel et de revenu entre les conjoints est le plus marqué, suggérant que, plus souvent qu'en ville, le revenu d'emploi de la femme est un revenu d'appoint servant à maintenir le niveau de consommation du ménage (Viaud et Villeneuve, 1987).

¹⁶ Ceci est surtout vrai pour les premiers acheteurs lors d'une vague de « gentrification », celle-ci exerçant une pression à la hausse sur la valeur des logements. Les auteurs connaissent quelques « chômeurs instruits » qui gagnent ainsi une partie de leur vie en se déplaçant, par une sorte de « surfing », sur l'avant-vague de la « gentrification ».

¹⁷ Nos sources sont les communiqués de presse, les compte rendus d'assemblées, les rapports annuels et les bulletins de liaison des groupes.

¹⁸ Nous utilisons le terme travail « reproductif » de préférence à « domestique », ce dernier référant trop strictement au foyer, et pas assez à la dispersion des lieux où s'opère la reproduction de la force de travail actuelle et future, notamment dans les circuits marchand et étatique.

¹⁹ Au début, l'essentiel des revendications du Mouvement Saint-Gabriel, devenu le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, tournait autour de la conservation d'un tissu résidentiel où les loyers sont encore abordables. C'était la lutte contre la « déportation » (terme emprunté à Castells) sans toutefois que l'analyse montre toutes les implications au plan des relations dans la sphère de

la reproduction: perte de réseaux d'entraide, de petits commerçants qui font crédit, d'une connaissance poussée des lieux « où c'est bon et pas cher ».

²⁰ Celui-ci s'est déjà largement manifesté dans la partie sud du quartier Saint-Jean-Baptiste, lors des opérations de réaménagement de la Colline parlementaire: destruction de rues résidentielles complètes pour faire place au Grand Théâtre, aux édifices gouvernementaux, à deux grands hôtels et à l'élargissement du boulevard Saint-Cyrille. Ces opérations sont d'autant plus menaçantes que des projets existent toujours pour les abords des grands hôtels: Place Québec, phase 3 et Atlicif (Séguin, 1986).

SOURCES CITÉES

- BOUCHARD, L. (1984) Le complexe du Bon-Pasteur. Les sept coopératives. Université Laval, Département de géographie, mémoire de baccalauréat non publié.
- DANDURAND, R.B. (1985) Les dissolutions matrimoniales, un phénomène latent dans le Québec des années soixante. *Anthropologie et sociétés*, 9 (3) : 87-115.
- DE KONINCK, R. et LANDRY, L. éd. (1986) *Les genres de vie urbains : essais exploratoires*. Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, n° 26, 166 p.
- DORÉ, G. et PLAMONDON, D. (1981) Gagner ou perdre : deux luttes sur le logement à Québec. Québec, Université Laval, École de service social, Groupe de recherche en action populaire, cahier n° 5.
- DUGUAY, C. et SÈVE, M. de (1984) Tant d'amarres à larguer : une analyse des pratiques du mouvement des femmes. *Politiques*, 5 : 51-73.
- EISENSTEIN, Z. R. (1982) The Sexual Politics of the New Right: Understanding the Crisis of Liberalism for the 1980's, in Keohane, N. O. et al ed. *Feminist Theory, A Critique of Ideology*. Chicago, University of Chicago Press, p. 77-98.
- ENJEU, C. et J. SAVÉ (1975) Structures urbaines et réclusion des femmes, in Collectif, *Les femmes s'entêtent*. Paris, Gallimard, p. 33-48.
- FORTIN, A. (1986) Familles, réseaux et stratégies de sociabilité, in Langlois, S. et Trudel, S. *La morphologie sociale en mutation au Québec*. Montréal, Actes du colloque annuel de l'Assoc. canadienne des sociologues et anthropologues de langue française, Cahiers de l'Acfas, n° 41, p. 159-169.
- GIDDENS, A. (1979) *Central Problems in Social Theory : Action, Structure and Contradiction in Social Analysis*. Berkeley, University of California Press.
- LAMOUREUX, D. et MORF, N. (1983) La famille en rénovation : réflexion sur la « nouvelle famille ». *Conjoncture politique au Québec*, 3 : 77-89.
- LAURIN-FRENETTE, N. (1980) Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État, in Cohen, Y. éd. *Femmes et politique*. Montréal, Le Jour, p. 147-191.
- LEFEBVRE, H. (1972) *Le droit à la ville*, Paris, Éd. Anthropos.
- MACKENZIE, S. (1984) Housing as Domestic-Community Working Environment. Communication présentée au Congrès annuel de l'Assoc. canadienne des géographes, Nanaïmo (C.B.).
- MARKUSEN, A. R. (1981) City Spatial Structure, Women's Household Work, and National Urban Policy in Stimpson, C.R. et al ed. *Women and the American City*. Chicago, University of Chicago Press, p. 20-41.
- MORENCY, R. (1986) La structure socio-spatiale des familles dans la région urbaine de Québec, in De Koninck, R. et Landry, L. éd., p. 47-62.
- NELSON, K. (1986) Labor Demand, Labor Supply and the Suburbanization of Low-Wage Office Work, in Scott, A.J. et Storper, M. ed. *Production, Work, Territory*. Boston, Allen & Unwin, p. 149-171.
- PLURAM (1985) Prévisions du marché résidentiel et besoins en logements sociaux. Étude effectuée pour le compte de la ville de Québec.
- ROSE, D. et VILLENEUVE, P. (1987) Women Workers and the Inner City : some Social Implications of Labour Force Restructuring in Montréal, 1971-1981 in Andrew, C. et Moore Milroy, B. ed. *Gender Relations and Canadian Urban Structure*. Vancouver, U.B.C. Press, à paraître.
- SCOTT, A.J. (1985) Location Processes, Urbanization, and Territorial Development: An Exploratory Essay. *Environment and Planning A*, 17 : 479-501.
- SÉGUIN, A.M. (1986) Le quartier Saint-Jean-Baptiste comme lieu de changement spatial et social, in De Koninck, R. et Landry, L. éd. (1986), p. 93-113.

- VANDELAC, L. *et al* (1985) *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*. Montréal, Éd. coopératives Albert Saint-Martin.
- VIAUD, G. et VILLENEUVE, P. (1987) Asymétrie occupationnelle et localisation résidentielle des familles à double revenu à Montréal. *Recherches sociographiques*, soumis pour publication.
- VILLENEUVE, P. (1986) Gender, Labor Force Polarisation and Neighborhood Change in Québec City. Communication présentée au Congrès annuel de l'Assoc. des géographes américains, Minneapolis.
- VILLENEUVE, P. et ROSE, D. (1986) De la place des femmes dans la division spatiale du travail : le cas de Québec entre 1971 et 1981, in De Koninck, R. et Landry, L. éd., p. 71-92.
- WEKERLE, G. R. (1984) A Woman's Place is in the City. *Antipode*, 16 (3) : 11-19.
- ZARETSKY, E. (1976) *Capitalism, the Family and Personal Life*. New York, Harper.

(acceptation définitive en mars 1987)